

# Rapport national sur le développement humain

2013-2015

## Eléments globaux

Les efforts consentis par notre pays visant le développement humain sont indéniables, preuve en est la dimension sociale et humaine qui a toujours constitué un élément central de nos politiques de développement. Ces efforts ont été payants puisque l'Algérie, à la faveur du dernier rapport mondial des Nations Unies sur le développement humain (RMDH décembre 2015), se distingue nettement des autres pays de la région, en se maintenant confortablement parmi les pays disposant d'un niveau d'IDH élevé. Ce résultat l'autorise, faut-il le préciser, à se projeter sereinement dans le nouvel agenda de développement post 2015, voire même à jouer un rôle de *lead* dans le processus de sa mise en œuvre.

Dans cette perspective, le caractère jeune de la population algérienne, davantage renforcé au gré des dernières évolutions démographiques qui ont fait connaître à l'Algérie en 2014 un record historique de plus d'un million de naissances vivantes<sup>1</sup>, doit absolument se traduire en atout sur lequel il faudra fonder l'ensemble de nos politiques de développement. Le fardeau sur le budget de l'Etat que peut, cependant, poser la prise en charge des personnes de moins de quinze ans, à la faveur d'une politique sociale extrêmement généreuse, devra trouver sa valeur compensatoire dans le retour sur un tel investissement et dans l'efficacité de sa mise en œuvre. « Nous veillerons à faire évoluer la qualité de notre développement humain, entre autres, dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de la santé [...] notre développement tiendra pleinement compte des droits des citoyens démunis, ainsi que des devoirs de notre société envers les personnes aux besoins spécifiques [...] »<sup>2</sup>.

Par ailleurs, les données sectorielles se rapportant au renforcement du processus de développement humain analysées dans ce rapport, plus particulièrement celles relatives aux jeunes, ont permis de dégager un certain nombre de défis, mais aussi de pistes probantes. A ce propos, la qualité et l'intensité de la participation de la ressource humaine au développement, incluant la composante dominante des jeunes, doivent être perçues sous le prisme de cycle de vie, prenant ancrage dans le développement optimal de la toute petite enfance. L'équité en matière de préparation pour l'école, à travers l'ensemble du territoire

---

<sup>1</sup> Conséquence à une très forte nuptialité tout aussi historique puisque l'Algérie n'a jamais eu un taux de nuptialité de 10 pour 1000 habitants.

<sup>2</sup> Extrait du message de S.E Le Président de la République, avril 2014.

national, doit requérir toute l'attention requise, de même que le suivi d'un indice composite soigneusement élaboré sur l'évolution du développement de la petite enfance est à encourager vivement. L'assise juridique qu'offre la loi sur la protection de l'enfant, promulguée tout récemment, en 2015, est à même de renforcer cette orientation.

Dans le même temps, la probabilité de faire admettre un enfant aux études supérieures ou à une formation qualifiante doit être fortement optimisée, afin d'assurer le retour sur l'investissement consenti en matière d'éducation. Actuellement, près d'un million et demi d'enfants sont soumis au redoublement, dont certains (près de 500 000) finissent par quitter l'école prématurément, ce qui est un signe manifeste de manque de performance du système éducatif. A ce sujet, une priorité absolue doit être observée pour ne laisser aucun enfant quitter le système éducatif sans s'armer d'un socle minimum de connaissances et ce, à travers l'ensemble du territoire national et selon les différentes fractions de population. Aussi, l'enseignement supérieur doit pouvoir se hisser, en sus de sa fonction d'enseignement et de transmission de connaissances, au rang de fournir à l'économie nationale une masse critique suffisante pour un nouveau souffle en matière de créativité et d'innovation.

Enfin, l'ensemble du système éducatif, avec ses trois composantes (éducation, formation professionnelle et enseignement supérieur), doit pouvoir se compléter efficacement, afin d'assurer une utilisation optimale de la ressource humaine existante, à forte densité de jeunes, dans l'encadrement du développement du pays et se placer durablement dans la perspective de l'économie du savoir. Des passerelles intra-système devraient être installées rapidement afin d'assurer une orientation appropriée aux aptitudes des élèves avant de connaître, très jeunes déjà, une expérience d'échec parfois traumatisante.

Toujours dans le domaine du processus de renforcement du potentiel des jeunes, la lutte contre les comportements à risque et déviants (de nature à réduire la contribution effective des jeunes au développement dans le même temps qu'ils constituent une menace pour la cohésion sociale), la prise en compte des nouvelles exigences aussi bien nationales qu'internationales, notamment en matière des TIC et de l'environnement, le renforcement de la qualité des emplois offerts aux jeunes, la prise en compte de l'équité dans les politiques publiques, le développement de l'entrepreneuriat et la diffusion de la culture de prise de risques auprès des jeunes, l'ouverture sur les autres cultures tout en œuvrant pour l'enracinement des principes qui fondent notre nation, sont autant d'éléments cardinaux, parmi d'autres, qui doivent tout naturellement trouver leur place dans un cadre intégré et



holistique de prise en charge des jeunes adossé à un tableau de bord statistique dynamique d'indicateurs et d'indices spécifiques.

Sur le volet relatif à la participation à la création de la richesse, les jeunes, notamment les diplômés, se trouvent les plus exposés au chômage, dans le même temps lorsqu'ils y échappent, ils se trouvent également les plus enclins d'occuper des emplois précaires. Cet état de vulnérabilité économique se complexifie davantage chez les femmes et auprès des jeunes du milieu urbain. Afin de remédier à cette situation, il convient vivement d'orienter efficacement les dispositifs d'aide de l'Etat vers les catégories qui peinent le plus à développer leurs potentiels d'innovation, comme il est nécessaire d'anticiper dans les cursus de formations, sur les nouveaux métiers à promouvoir, notamment ceux en rapport avec les grands chantiers de développement ouverts à travers le pays. D'une manière générale, la participation du capital humain et cognitif à la croissance économique a été vérifiée, ce qui milite pour le renforcement de cette relation à travers l'optimisation de l'adéquation formation/emploi.

Par ailleurs, la lecture critique des données sur la participation des jeunes algériens dans les sphères sociale et politique corrobore parfaitement le constat fait au niveau mondial sur l'aversion de cette frange aux formes classiques de participation. Leur désaffection pour les organisations de la société civiles et le politique en général sont particulièrement édifiants. Cela montre à quel point, la réponse politique à la question du renforcement de la participation économique et sociale des jeunes nécessite une réponse 'holistique' et appelle les décideurs à être davantage à l'écoute, afin d'arriver à inverser cette tendance. En effet, la participation se base sur un certain nombre d'éléments nécessaires comme l'accès à l'information, qui facilite l'action collective et individuelle, et la consultation élargie, pour favoriser l'interaction et la prise en compte des réactions.

Aussi, les résultats de l'enquête mondiale sur les valeurs révèlent un certain nombre de caractéristiques du jeune algérien, tant au plan de la perception de soi et des valeurs, qui constituent les lignes directrices de ses opinions, que de la participation à la résilience de sa société. Ces caractéristiques les mettent parfois dans des tendances universelles et tantôt les distinguent comme entités à part : les jeunes ne constituent, certes, pas un groupe homogène et leurs opinions peuvent parfois comporter des incohérences ou des contradictions, mais sur certains aspects les avis apparaissent vite tranchés.

On retiendra, entre autres résultats phares que, les jeunes algériens ont un sens du patriotisme très fort et le sentiment d'appartenance à la nation prend le dessus sur toutes

les autres valeurs. La majorité écrasante se sent heureuse, mais ce bonheur ressenti n'est pas accompagné systématiquement par un sentiment de satisfaction de sa vie courante, surtout dans certains domaines tels que la qualité des soins et le logement.

La religion se présente comme un référent indiscutable pour le jeune algérien, notamment la fille en ce sens qu'elle est sa principale source des valeurs qui régit ses appréciations et ses relations sociales. Néanmoins, cette valeur semble être en perte de poids avec le temps, en faveur d'autres valeurs plus circonspectes, telles que l'indépendance, l'expression de soi et l'imagination. Par ailleurs, il convient de souligner le recul de la valeur « travail dur » dans la perception du jeune. Aussi, les jeunes se sentent moins responsables de leur avenir et pour eux, dans la mesure où ils conçoivent qu'il incombe à l'Etat de satisfaire leurs besoins individuels : Une telle perception qui n'est pas partagée par les jeunes des pays émergents ou développés.

Cependant, la stratification des niveaux de confiance des jeunes vis-à-vis des institutions est révélatrice du sentiment de méfiance induit par les effets négatifs de la période extrêmement difficile que l'Algérie avait eu à vivre dans les années 90 : après les institutions religieuses, c'est l'armée et la police qui gagnent la confiance des jeunes, alors que tout ce qui est organisations de la société civile, institutions électives et partis politiques, semblent les rebuter.

Enfin, avoir une économie forte, qui offre plus d'opportunités d'emplois aux jeunes, semble être une préoccupation majeure chez le jeune, quand bien même si cela se ferait au détriment de l'environnement.

En définitif et en termes d'indices statistiques, la tentative de mesurer le développement humain centré sur les jeunes, prenant notamment en ligne de compte l'emploi et la participation sociale, ainsi que la qualité de l'éducation constitue une réelle valeur ajoutée. Celle-ci a démontré comment les efforts dans l'accès au savoir peuvent être relativisés au vue des déficits des jeunes en matière de participation sociale.

Ce sont quelques éléments que ce rapport a essayé de mettre en évidence, si bien que certaines questions nécessitent un regard plus circonspect, au vu de leur portée et par le fait qu'elles sont de nature à déterminer notre capacité à construire une nation tournée vers l'avenir avec une pleine participation de ce qui fait sa force endogène, à savoir sa jeunesse.